

**COMMUNE  
DE  
VILLE SOUS ANJOU**

**Conseil municipal du 07/11/2016**  
**Compte-rendu**

**CR-CM N° 16-07 DU 07/11/2016**

Présents : Mmes Garcian, Khelifi, Quentel, Touzard-Perriolat, Pellat.  
Mrs Alfieri, Lafumas, Mandrand, Recompsat, Thivolle, Satre.

Madame Sandrine SERVONNAT donne pouvoir de vote à Madame Josiane PELLAT.

Monsieur Didier MONIN est excusé.  
Monsieur Julien ANDRES est excusé.

Madame Josiane PELLAT a été élue secrétaire de séance.

**1. Approbation du compte-rendu de la séance précédente**

Approuvé à l'unanimité

**2. Point sur les projets en cours et vie communale**

**Diagnostic éclairage public et bâtiments communaux**

Monsieur Le Maire indique que le Syndicat d'Electricité du Département de l'Isère (SEDI) va réaliser un diagnostic de l'éclairage public de la Commune le 9 novembre prochain. A cette occasion un technicien se déplacera sur la commune afin d'émettre des propositions d'amélioration (remplacement de certains appareillages afin de limiter la consommation électrique ou remise aux normes, ...). Monsieur le Maire indique que le SEDI finance ce type de travaux à hauteur de 60% mais qu'il est tout à fait possible que les taux de subvention baissent dans les années à venir.

Il indique également qu'un diagnostic énergétique va être réalisé par le SEDI sur les bâtiments communaux le 23 novembre prochain.

**Ecole**

Monsieur Henri THIVOLLE signale que la porte d'entrée principale de l'école a été réparée par les employés communaux. Il indique également que les travaux de peinture programmés sur les boiseries de l'école ont été reportés en raison du mauvais temps.

**Aménagement du cimetière**

Madame Andrée TOUZARD PERRIOLAT et Monsieur Rolland MANDRAND indiquent qu'ils sont toujours en attente des prescriptions des Bâtiments de France.

### **3. Délibération relative à l'approbation du projet de modification des statuts de la Communauté des Communes du Pays Roussillonnais rendu nécessaire par la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 7 août 2015**

Monsieur le Maire rappelle que conformément à l'article 68-I de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (loi NOTRe) du 7 août 2015, les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre doivent mettre en conformité leurs statuts avant le 1<sup>er</sup> janvier 2017 avec les nouvelles dispositions induites par la présente loi.

Cette exigence a été confirmée par la circulaire interpréfectorale n°2016-08 du 24 juin 2016.

Ainsi, une nouvelle actualisation des statuts de la communauté de communes est nécessaire.

Les modifications apportées aux statuts sont les suivantes et devront entrer en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 :

- La suppression de l'intérêt communautaire afférent aux zones d'activités.
- La suppression de l'intérêt communautaire afférent aux actions de développement économique.
- La création d'une compétence « politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ».
- Le basculement de « l'Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage » à ce jour qualifié de compétence optionnelle en compétence obligatoire comme la loi NOTRe le prévoit.
- Le basculement de l'« Elimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés : collecte ; traitement ; opération de tri sélectif ; déchetterie » à ce jour qualifié de compétence optionnelle en compétence obligatoire comme la loi NOTRe le prévoit.

Par ailleurs, et afin de se conformer à la loi MAPAM du 27 janvier 2014, il est inséré une compétence « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » dans les conditions prévues à l'article L.211-7 du code de l'environnement » qui sera prise au plus tard au cours du dernier trimestre 2017 et en tout état de cause au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

En outre, l'assainissement, à ce jour compétence optionnelle de la CCPR, basculera en compétence obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 comme la loi NOTRe le prévoit.

Il est également prévu que la CCPR se dotera d'une compétence « eau », au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, comme la loi NOTRe le prévoit.

Enfin, il est rappelé que la loi pour l'Accès au Logement et en Urbanisme Rénové (loi ALUR) du 24 mars 2014 institue le Plan Local d'Urbanisme (PLU) en qualité de compétence obligatoire pour les communautés de communes à compter du 27 mars 2017.

L'article 136 de la présente loi autorise la dérogation au transfert de cette compétence si 25% des communes représentant au moins 20% de la population totale des communes concernées se prononcent défavorablement dans les trois mois qui précèdent le 27 mars 2017 (du 26 décembre 2016 au 26 mars 2017).

En conséquence, l'actualisation des statuts proposée se limite à la mise en conformité avec les dispositions de la loi NOTRe sans anticipation sur la décision des communes quant à la compétence PLU.

Monsieur le Maire donne lecture au Conseil Municipal de la délibération n°2016/123 du 21 septembre 2016, approuvant diverses modifications des statuts de la communauté de communes du pays roussillonnais. La procédure de modification statutaire implique, selon les dispositions du code général des collectivités territoriales, et notamment de son article L5211-17, une délibération du conseil communautaire initiant la procédure de modification des statuts ainsi que des délibérations concordantes des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'EPCI puis un arrêté préfectoral.

**Délibération approuvée à l'unanimité**

#### **4. Délibération relative aux subventions versées aux associations pour l'année 2016**

Monsieur le Maire sollicite l'avis du Conseil Municipal pour l'octroi des subventions accordées aux diverses associations et rappelle que l'enveloppe votée lors du budget primitif 2016 est de 14 000,00 €.

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée délibérante que des sommes ont déjà été allouées lors de précédentes sessions du conseil municipal :

- somme de 9940,00€, délibération n°2016-0013 du 12 avril 2016
- somme de 1480,00€, délibération n°2016-0014 du 08 juin 2016

Monsieur le Maire explique qu'il reste encore la somme de 2 780,00 € à attribuer, le Conseil Municipal décide d'allouer les subventions suivantes :

<b>ASSOCIATIONS</b>	<b>ATTRIBUTION</b>
ADMR	500,00 €
DIVERS	2 280,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 580,00 €</b>

Monsieur le Maire propose de placer le solde de la somme non attribuée à ce jour, soit 2 280,00 € en divers.

**Délibération approuvée à l'unanimité**

#### **8. Questions diverses :**

##### **Nettoyage des puits**

Monsieur Serge RECOMPSAT indique que des opérations de nettoyage sont menées actuellement sur les puits d'eau potable.

##### **Plantation de bulbes**

Monsieur Yves LAFUMAS indique que la Commune a décidé cette année de planter des bulbes dans certains massifs afin de diversifier le fleurissement communal.

Fin de la séance à 21H00

CR CM 16-07 du 7 novembre 2016

Le Maire,  
Luc SATRE

#### **ANNEXE 1 : DEPENSES REALISEES SUR LA PERIODE OCTOBRE 2016**

<b>ENTREPRISES</b>	<b>OBJETS</b>	<b>MONTANT TTC</b>
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
AGENCE GARDON	CHARGES DE COPROPRIETES APPARTEMENTS COMMUNAUX	579,42 €
LAURENT	PIECES REPARATION VEHICULE COMMUNAL	440,35 €
BERGER LEVRAULT	PARAMETRAGE PAIEMENT EN LIGNE E-ENFANCE	436,80 €
SIGNAUX GIROD	PLAQUES ET NUMEROS DE RUE	441,72 €
EUROFEU	REPARATION PORTE COUPE FEU CANTINE SCOLAIRE	747,19 €
SERRES DU GRAND LAN	FLEURISSEMENT COMMUNAL 2016	841,19 €
LOCAMUC PARTEO	LOCATION NACELLE	198,00 €
<b>TOTAL GENERAL FONCTIONNEMENT</b>		<b>3 684,67 €</b>